

**Institut de recherche et de développement
en agroenvironnement inc.**

États financiers au
31 décembre 2019

CHOQUETTE
CORRI✓EAU

INSTITUT DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT EN AGROENVIRONNEMENT INC.

TABLE DES MATIÈRES
31 décembre 2019

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT	1 - 2
États financiers	
Résultats	3
Évolution de l'actif net	4
Bilan	5
Flux de trésorerie	6
Notes complémentaires	7 - 13
Renseignements complémentaires	
Matériel et fournitures	14
Frais généraux	14
Entretien et réparations	14

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

**Aux administrateurs de
Institut de recherche et de développement en agroenvironnement inc.**

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de Institut de recherche et de développement en agroenvironnement inc. (« l'Institut »), qui comprennent le bilan au 31 décembre 2019 et les états des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Institut au 31 décembre 2019, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'Institut conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent du Rapport annuel 2019, mais ne comprennent pas les états financiers résumés et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'Institut à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'Institut ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'Institut.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT (suite)

Institut de recherche et de développement en agroenvironnement inc.

Page 2

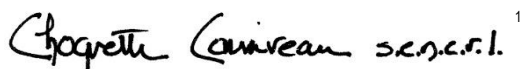
Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'Institut;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'Institut à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'Institut à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.



Choquette Corriveau S.E.N.C.R.L.
Société de comptables professionnels agréés

Québec, le 13 mai 2020

¹ CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique n° A107582

RÉSULTATS

Exercice terminé le 31 décembre 2019

	2 0 1 9	2 0 1 8
Produits		
Contributions et subventions	5 638 350 \$	5 753 578 \$
Recherche et développement scientifique	5 557 301	4 949 115
Analyses de laboratoire	388 103	359 431
Produits agricoles	105 946	127 273
Produits de placements	114 933	61 022
Produits de location	40 139	61 798
Autres	120 161	18 276
	11 964 933	11 330 493
Charges d'exploitation		
Salaires et charges sociales (note 4)	8 794 075	8 804 355
Contrats de recherche et services professionnels	1 205 896	1 159 002
Matériel et fournitures (page 14)	794 984	690 904
Frais généraux (page 14)	463 328	559 784
Entretien et réparations (page 14)	355 045	378 194
Communications	22 128	39 109
Déplacements et séjours	101 363	113 371
Frais financiers	18 067	18 143
Gain sur cession d'immobilisations corporelles	(435)	(17 870)
Amortissement des immobilisations corporelles	758 290	718 586
Amortissement des actifs incorporels	25 656	14 205
Amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations corporelles	(321 577)	(321 577)
	12 216 820	12 156 206
Insuffisance des produits sur les charges avant autre élément	(251 887)	(825 713)
Autre élément		
Variation de la juste valeur des placements	-	(86 906)
Insuffisance des produits sur les charges	(251 887) \$	(912 619) \$

ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET

Exercice terminé le 31 décembre 2019

	Affectations internes			Total	
	Obligations salariales	Développement expérimental	Non affecté	2019	2018
Solde, au début					
Déjà établi	1 000 000 \$	600 000 \$	(449 176) \$	1 150 824 \$	2 063 443 \$
Retraitement (note 3)	-	-	249 561	249 561	249 561
Retraité	1 000 000	600 000	(199 615)	1 400 385	2 313 004
Insuffisance des produits sur les charges	-	-	(251 887)	(251 887)	(912 619)
	1 000 000	600 000	(451 502)	1 148 498	1 400 385
Retrait d'une affectation interne	-	(600 000)	600 000	-	-
Solde, à la fin	1 000 000 \$	- \$	148 498 \$	1 148 498 \$	1 400 385 \$

BILAN

31 décembre 2019

	2 0 1 9	2 0 1 8 Redressé
ACTIF		
Actif à court terme		
Encaisse	328 294 \$	371 388 \$
Fonds de marché monétaire	834 301	308 213
Dépôts à terme, 1,9 % à 2,59 %	351 643	308 979
Débiteurs (note 5)	868 678	601 785
Travaux en cours	1 129 498	758 806
Frais payés d'avance	135 923	135 709
	3 648 337	2 484 880
Placements (note 6)	404 565	776 137
Immobilisations corporelles (note 7)	9 899 343	10 344 340
Actifs incorporels (note 8)	95 699	121 355
Dépôts de garantie	22 475	30 260
	14 070 419 \$	13 756 972 \$
PASSIF		
Passif à court terme		
Créditeurs (note 9)	1 328 990 \$	1 516 125 \$
Facturation en excédent des coûts des projets de recherche	2 939 266	1 827 407
Apport reporté (note 10)	668 780	817 103
	4 937 036	4 160 635
Provision pour avantages sociaux futurs	425 199	314 689
Apports reportés afférents aux immobilisations corporelles (note 11)	7 559 686	7 881 263
	12 921 921	12 356 587
ACTIF NET		
Actif net grevé d'affectations internes	1 000 000	1 600 000
Actif net non affecté	148 498	(199 615)
	1 148 498	1 400 385
	14 070 419 \$	13 756 972 \$

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION



Pascal Van Nieuwenhuyse, président



Julie Bilodeau, trésorière

FLUX DE TRÉSORERIE

Exercice terminé le 31 décembre 2019

	2 0 1 9	2 0 1 8
Activités de fonctionnement		
Insuffisance des produits sur les charges	(251 887) \$	(912 619) \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles	758 290	718 586
Amortissement des actifs incorporels	25 656	14 205
Amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations corporelles	(321 577)	(321 577)
Gain sur cession d'immobilisations corporelles	(435)	(17 870)
Variation de la provision pour avantages sociaux futurs	(72 926)	9 102
Gain sur cession de placements	(91 050)	-
Variation de la juste valeur des placements	-	86 906
	46 071	(423 267)
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement (note 12)	329 823	1 399 315
	375 894	976 048
Activités d'investissement		
Acquisition de placements	(2 418 064)	(1 858 418)
Produit de la cession de placements	2 838 022	2 362 176
Acquisition d'immobilisations corporelles	(313 293)	(479 723)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	435	17 870
Acquisition d'actifs incorporels	-	(135 560)
	107 100	(93 655)
Activités de financement		
Remboursement de la dette à long terme	-	(745 196)
Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	482 994	137 197
Trésorerie et équivalents de trésorerie, au début	679 601	542 404
Trésorerie et équivalents de trésorerie, à la fin	1 162 595 \$	679 601 \$

La trésorerie et les équivalents de trésorerie correspondent à l'encaisse et aux fonds de marché monétaire.

NOTES COMPLÉMENTAIRES31 décembre 2019

1. STATUTS ET NATURE DES ACTIVITÉS

L'Institut de recherche et de développement en agroenvironnement inc., constitué en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies du Québec, a pour mission de réaliser des activités de connaissance, de recherche, de développement et de transfert visant à favoriser le développement durable de l'agriculture.

L'Institut est un organisme sans but lucratif au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers ont été dressés selon les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif (NCOSBL) et comprennent les principales méthodes comptables suivantes :

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif exige que la direction ait recours à des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants comptabilisés à titre de produits et de charges au cours de l'exercice.

Les éléments importants des états financiers qui requièrent l'utilisation d'estimations sont la provision pour créances douteuses, le degré d'avancement des travaux en cours, la provision pour avantages sociaux futurs ainsi que la durée de vie utile des immobilisations corporelles et des actifs incorporels. Ces estimations sont révisées périodiquement et des ajustements sont apportés au besoin aux résultats de l'exercice au cours duquel ils deviennent connus.

Comptabilisation des produits

L'Institut applique la méthode du report pour la comptabilisation des apports. Les apports affectés sont comptabilisés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont comptabilisés à titre de produit lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Les produits d'analyses de laboratoire sont comptabilisés lorsque les analyses ont été réalisées, qu'il y a une preuve convaincante d'un accord et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Les contributions pour la recherche et le développement scientifique sont comptabilisées selon la méthode de l'avancement des travaux. Les travaux en cours sont évalués en tenant compte des coûts de la main-d'œuvre, du matériel scientifique et des frais généraux. Les pertes sont comptabilisées dès qu'elles sont estimables.

Les produits agricoles sont comptabilisés lorsque les services sont rendus.

Les opérations de placements sont comptabilisées à la date de l'opération et les produits qui en découlent sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les produits d'intérêts sont comptabilisés d'après le nombre de jours de détention du placement au cours de l'exercice.

Apports de biens et de services

Les apports de biens et de services sont comptabilisés aux résultats à la juste valeur au cours de l'exercice auquel ils se rapportent, sauf lorsqu'il est difficile de faire une estimation de leur juste valeur.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 décembre 2019

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La politique de l'Institut consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le découvert et le disponible, les placements dans des instruments du marché monétaire et les placements à court terme dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition.

Instruments financiers*Évaluation des instruments financiers*

L'Institut évalue initialement ses actifs et passifs financiers à la juste valeur, sauf dans le cas des opérations entre parties liées autres que les membres de la direction qu'il évalue à la valeur comptable ou à la valeur d'échange, selon le cas.

Il évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs financiers au coût après amortissement selon la méthode linéaire, à l'exception des placements dans des instruments de capitaux propres cotés sur un marché actif et dans les fonds communs, qui sont évalués à la juste valeur. Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans les résultats.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement se composent de l'encaisse, des débiteurs et des dépôts à terme. Les passifs financiers évalués au coût après amortissement se composent des créditeurs.

Dépréciation

Les actifs financiers évalués au coût sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé aux résultats. La moins-value déjà comptabilisée peut faire l'objet d'une reprise de valeur dans la mesure de l'amélioration, soit directement, soit par l'ajustement du compte de provision, sans être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de reprise si la moins-value n'avait jamais été comptabilisée. Cette reprise est comptabilisée aux résultats.

Coûts de transaction

L'Institut comptabilise ses coûts de transaction aux résultats de l'exercice où ils sont engagés dans le cas des instruments financiers qui sont évalués ultérieurement à la juste valeur. La valeur comptable des instruments financiers qui ne sont pas évalués ultérieurement à la juste valeur tient compte des coûts de transaction directement attribuables à la création, à l'émission ou à la prise en charge de ces instruments.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Les apports reçus sous forme d'immobilisations corporelles sont comptabilisés à la juste valeur à la date de l'apport ou à une valeur symbolique lorsque la juste valeur ne peut être déterminée au prix d'un effort raisonnable. Les immobilisations corporelles sont amorties à compter de leur mise en service en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les durées suivantes :

Bâtisses	20 et 40 ans
Améliorations locatives	10 ans
Aménagement de terrains	10 ans
Équipement informatique	5 ans
Équipement scientifique	5 ans
Matériel roulant	8 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Véhicules de ferme	10 et 15 ans

Lorsqu'une immobilisation corporelle n'a plus aucun potentiel de service à long terme pour l'Institut, l'excédent de sa valeur nette comptable sur toute valeur résiduelle est comptabilisé à titre de charges dans l'état des résultats.

NOTES COMPLÉMENTAIRES31 décembre 2019

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)**Actifs incorporels**

Les actifs incorporels sont amortis en fonction de leur durée de vie utile selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les durées suivantes :

Logiciels et licences	5 ans
Site web	5 ans

Lorsque les circonstances indiquent qu'un actif incorporel a subi une dépréciation, l'excédent de sa valeur nette comptable sur toute valeur résiduelle est comptabilisé à titre de charges dans l'état des résultats.

Régime de retraite

L'Institut offre à ses employés un régime de retraite à cotisations définies. Le coût du régime de retraite afférent aux services courants est porté à l'état des résultats au cours de la période pendant laquelle les cotisations sont payables par l'employeur.

Provision pour avantages sociaux futurs

La provision pour avantages sociaux futurs est constituée de banques de congés de maladie, de vacances et d'heures supplémentaires accumulés par les employés de l'Institut et par le personnel du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) qui est prêté à l'Institut.

3. RETRAITEMENT DES EXERCICES ANTÉRIEURS

Au cours de l'exercice, la direction a découvert que le solde de l'apport reporté relié à la subvention de fonctionnement avait été survalué d'un même montant au 31 décembre 2018 et au 31 décembre 2017. Par conséquent, le solde de l'apport reporté au 31 décembre 2018 a été diminué de 249 561 \$ et le solde de l'actif net non affecté au 1er janvier 2018 a été augmenté de ce même montant.

Cette correction n'a eu aucun impact sur les résultats de l'exercice 2018.

4. APPORTS REÇUS SOUS FORME DE BIENS ET DE SERVICES

Les activités de l'Institut sont effectuées en partie par le personnel du MAPAQ qui est prêté par ce ministère. Au cours de l'exercice, un montant de 1 131 237 \$ (1 051 066 \$ en 2018) a été comptabilisé à titre de produits de subventions et un montant équivalent à titre de salaires et de charges sociales.

De plus, l'Institut utilise les locaux et les terrains du MAPAQ pour ses activités. Aucun montant n'est comptabilisé dans les livres étant donné que la juste valeur de cet apport ne peut être déterminée au prix d'un effort raisonnable.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 décembre 2019

5. DÉBITEURS	2 0 1 9	2 0 1 8
Comptes clients	794 829 \$	564 561 \$
Provision pour dépréciation	-	(22 802)
	794 829	541 759
Taxes à la consommation à recouvrer	66 564	56 387
Intérêts courus	7 285	3 639
	868 678 \$	601 785 \$

6. PLACEMENTS	2 0 1 9	2 0 1 8
Certificats de placements garantis, 2,20 % à 3,26 %, échéant de 2021 à 2023	404 565 \$	-
Fonds communs de placement, disposés au cours de l'exercice	-	694 204
Actions de sociétés cotées en bourse, disposées au cours de l'exercice	-	81 933
	404 565 \$	776 137 \$

7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette comptable	
			2 0 1 9	2 0 1 8
Bâtisses	9 371 082 \$	1 551 665 \$	7 819 417 \$	8 035 548 \$
Améliorations locatives	163 551	127 180	36 371	44 771
Aménagement de terrains	952 742	542 301	410 441	463 670
Équipement informatique	561 976	431 266	130 710	176 226
Équipement scientifique	5 581 930	4 940 156	641 774	628 043
Équipement scientifique - en construction	-	-	-	48 701
Matériel roulant	648 683	549 162	99 521	110 428
Mobilier de bureau	488 704	339 596	149 108	189 787
Véhicules de ferme	1 501 007	889 006	612 001	647 166
	19 269 675 \$	9 370 332 \$	9 899 343 \$	10 344 340 \$

8. ACTIFS INCORPORELS

	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette comptable	
			2 0 1 9	2 0 1 8
Logiciels et licences	80 560 \$	29 778 \$	50 782 \$	66 355 \$
Site web	55 000	10 083	44 917	55 000
	135 560 \$	39 861 \$	95 699 \$	121 355 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 décembre 2019

9. CRÉDITEURS	2 0 1 9	2 0 1 8
Comptes fournisseurs	666 101 \$	620 173 \$
Salaires courus	171 127	220 754
Provision pour avantages sociaux	491 762	675 198
	1 328 990 \$	1 516 125 \$

10. APPORT REPORTÉ

L'apport reporté provient d'un financement affecté reçu au cours de l'exercice considéré et destiné à couvrir les charges de fonctionnement de l'exercice subséquent.

Les variations survenues dans le solde de l'apport reporté sont les suivantes :

	2 0 1 9	2 0 1 8
		Redressé
Solde au début	817 103 \$	731 461 \$
Montant reçu au cours de l'exercice	3 003 971	4 698 886
Montant constaté à titre de produits	(3 152 294)	(4 613 244)
Solde à la fin	668 780 \$	817 103 \$

11. APPORTS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les apports reportés afférents aux immobilisations corporelles représentent des apports affectés ayant servi à la construction d'une bâtisse ainsi qu'à l'achat d'équipement scientifique et de véhicules de ferme. Les variations survenues dans le solde des apports reportés pour l'exercice sont les suivantes :

	2 0 1 9	2 0 1 8
Solde, au début	7 881 263 \$	8 202 840 \$
Amortissement	(321 577)	(321 577)
Solde, à la fin	7 559 686 \$	7 881 263 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 décembre 2019

12. VARIATION NETTE DES ÉLÉMENTS HORS CAISSE DU FONDS DE ROULEMENT	2 0 1 9	2 0 1 8
Débiteurs	(266 893) \$	423 807 \$
Subventions à recevoir	-	752 189
Travaux en cours	(370 692)	769 400
Frais payés d'avance	7 571	(31 745)
Créditeurs	(3 699)	153 954
Facturation en excédent des coûts des projets de recherche	1 111 859	(753 932)
Apports reportés	(148 323)	85 642
	329 823 \$	1 399 315 \$

13. DÉPENDANCE ÉCONOMIQUE

L'organisme reçoit des subventions du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) pour son financement de base et tire également des revenus de recherche et développement de divers autres programmes de ce ministère. Les produits tirés d'ententes signées avec le MAPAQ représentent environ 80 % (84 % en 2018) des produits totaux de l'Institut.

14. INSTRUMENTS FINANCIERS

L'Institut, par le biais de ses instruments financiers, est exposée à divers risques, sans pour autant être exposée à des concentrations de risque. L'analyse suivante indique l'exposition de l'Institut aux risques au 31 décembre 2019.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque d'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit pour l'Institut sont liés aux débiteurs et aux dépôts à terme.

Le risque auquel est exposé l'Institut en raison de la concentration de crédit est limité. Le risque de non-recouvrement est atténué du fait que les soldes à recevoir proviennent principalement d'un grand nombre de clients (de sociétés et d'organismes gouvernementaux).

De plus, les placements comptabilisés au coût sont principalement effectués auprès d'institutions financières reconnues dont la cote de crédit est de qualité supérieure.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. L'Institut est exposé à ce risque principalement au regard des créditeurs. Le conseil d'administration révisé et approuve les budgets opérationnels et les dépenses en capital de l'Institut ainsi que toutes les transactions significatives qui ne sont pas effectuées dans le cours normal des activités.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 décembre 2019

14. INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)**Risque de marché**

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché. Le risque de marché inclut trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque de prix autre. L'Institut est principalement exposée au risque de prix autre.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations de taux d'intérêt du marché. La société est exposée au risque de taux d'intérêt en ce qui concerne ses instruments financiers à taux d'intérêt fixe. Les instruments à taux d'intérêt fixe assujettissent la société à un risque de juste valeur puisque celle-ci varie de façon inverse aux variations des taux d'intérêt du marché.

Modification de l'exposition au risque de prix autre

Au cours de l'exercice, suite à la revue de sa politique de placement, l'entité a disposé de la totalité de ses placements dans des fonds communs de placement et dans des sociétés cotées en bourse. Par conséquent, elle n'est plus exposée au risque de prix autre.

15. CHIFFRES DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

Certains chiffres de l'exercice 2018 ont été reclassés afin de rendre leur présentation identique à celle de l'exercice 2019.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Exercice terminé le 31 décembre 2019

	2 0 1 9	2 0 1 8
Matériel et fournitures		
Matériel et fournitures de laboratoires et de bureau	643 889 \$	545 237 \$
Matériel informatique et licences	64 791	94 202
Location	86 304	51 465
	794 984 \$	690 904 \$
Frais généraux		
Électricité et chauffage	158 007 \$	166 119 \$
Télécommunications	83 617	83 266
Assurances, immatriculation et permis	139 306	132 165
Taxes foncières	32 794	68 943
Formation, transfert et diffusion	46 121	86 489
Créances douteuses	3 483	22 802
	463 328 \$	559 784 \$
Entretien et réparations		
Bâtisses	107 366 \$	136 882 \$
Aménagement de terrains	1 251	1 564
Équipement	120 246	98 211
Matériel roulant	87 234	92 728
Véhicules de ferme	38 948	48 809
	355 045 \$	378 194 \$